

## Royaume-Uni

# Locomotive européenne

**Bien que les résultats économiques pour l'année 2005 s'annoncent moins bons que ceux de 2004, l'économie britannique fait figure de locomotive parmi les grands pays de l'Union européenne et le ralentissement enregistré n'est en rien un essoufflement.**

**F**ort d'un taux de chômage à un niveau plancher depuis cinq ans (4,8% en 2005) et d'un taux de croissance du Pib le plus stable des pays du G7 depuis 1997 (moyenne de 2,6% entre 1997 et 2005), le Royaume-Uni a su se doter d'un système économique flexible et attractif qui attire plus que jamais les investisseurs étrangers. La stabilité politique instaurée par les trois mandats successifs du *New Labour* a permis à la Grande-Bretagne de Tony Blair de conduire des réformes en profondeur et de transformer l'économie britannique en l'une des plus performantes du continent européen. Si certains indicateurs montrent qu'il y a en effet un ralentissement de l'économie, ces derniers témoignent moins d'une crise structurelle que d'un ajustement naturel du marché après des années très fastes.

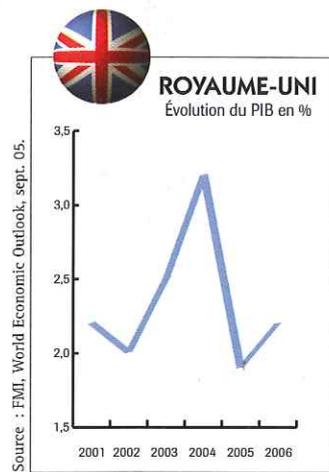
### Les chiffres du ralentissement

Lors de la présentation des grandes lignes du budget 2006-2007<sup>1</sup>, Gordon Brown a dû réviser à la baisse ses prévisions de croissance pour l'année 2005 (1,75% contre 3,5%) et pour 2006 (2 à 2,5% contre 2,5 à 3%). Ces chiffres restent

1) Pré-budget annoncé le 5 décembre 2005, le budget 2006/07 sera divulgué en mars 2006.

néanmoins meilleurs que la croissance moyenne de la zone euro, estimée à 1,2% par le FMI. La prévision de déficit public pour 2005-2006 fait également l'objet de révisions et est revue à la hausse (2,6 à 3% du Pib). Le Chancelier de l'Échiquier attribue ces réajustements au prix élevé du pétrole qui éroderait la croissance à hauteur de 0,6 à 0,7% et aux quatre remontées successives des taux d'intérêt de l'année dernière. Dans son pré budget, Gordon Brown n'annonce ni forte hausse d'impôts ni forte baisse des dépenses. La véritable question est de savoir combien de temps encore Gordon Brown pourra maintenir sa "Golden rule": sur un cycle économique, n'emprunter que pour investir et non pour financer les dépenses courantes. Si les évolutions budgétaires suivaient un cours plus défavorable et si le déficit des fluctuations conjoncturelles était plus important que prévu, les pouvoirs publics devraient alors prendre des mesures pour maintenir la politique budgétaire sur les rails.

Les attentats qui ont frappé Londres le 7 juillet dernier ont pu contribuer à éroder la confiance qui, de 1997 à 2004, a soutenu la croissance sans précédent de la consommation des ménages. Vigoureuse en 2004 (+3,1%), elle devrait se situer en 2005 et en 2006 aux



**2%**

Même revue à la baisse en décembre dernier, la croissance britannique pour 2006 devrait se situer entre 2 et 2,5%. Dans le même temps, le FMI estime celle de la zone euro à 1,2%.

alentours de +2% ; l'inflation restant toutefois maîtrisée : elle sera de 1,7% en 2005 (1,3% en 2004).

Le net ralentissement de la hausse des prix de l'immobilier peut être perçu comme un signe de ralentissement certain dans un pays où 67% de la population est propriétaire de son habitation et où les prix des logements servent souvent de garantie aux crédits à la consommation. En août dernier et pour la première fois depuis deux ans, la banque d'Angleterre a baissé les taux d'intérêt d'un quart de point, à 4,5%, afin de relancer la consommation.

Le Royaume-Uni enregistre des résultats moins bons cette année que les cinq dernières années, sans toutefois remettre en cause un modèle qui a fait ses preuves. Le dernier rapport de l'OCDE invite le Royaume-Uni à gagner en productivité et à investir dans les infrastructures nationales afin d'optimiser la dépense publique (+7,5% par an entre 2000 et 2005). L'OCDE ne se montre en aucun cas alarmiste quant au ralentissement économique du pays.

**Une assise solide**

Au cours de ces cinq dernières années, la performance macroéconomique du Royaume-Uni a été remarquable. La croissance du Pib a été soutenue : une moyenne annuelle de +2,5% par an entre 2000 et 2005 avec des pics à +3,9% en 2000 et à +3,1% en 2004. En 1980, le Pib par tête du Royaume-Uni représentait 75% du Pib par tête français, il est passé aujourd'hui à 110% soit une progression spectaculaire de 35 points en vingt-cinq ans. À l'instar de nombreux pays industrialisés, le poids de l'industrie manufacturière dans le Pib britannique s'est progressivement réduit au cours de ces dernières décennies : il est passé de 32% en 1970 à 15,6% en 2004. Le secteur industriel britannique est aujourd'hui de taille

comparable à celui de la France. Caractérisé par une forte externalisation mais aussi par un sous investissement tant dans le capital humain que dans les équipements, le secteur a pu être pénalisé en termes de productivité. La chute des commandes à l'exportation, notamment dans les technologies de l'information et de la communication a contribué à la récession du secteur.

Au cours de ces cinq dernières années, les fluctuations conjoncturelles du Royaume-Uni se sont révélées moins marquées que dans la plupart des autres pays de l'OCDE et l'inflation est restée proche des objectifs fixés (+1,5% par an). Le taux de chômage reste inférieur à 5%, la hausse des salaires dans le secteur privé est toujours compatible avec l'objectif d'inflation. Il convient de relever que l'arrivée récente de 350 000 immigrés en provenance des pays de l'est de l'Union européenne a été rapidement absorbée par le marché du travail. Contrairement à la France et à l'Allemagne, le Royaume-Uni n'a pas eu recours à la clause de sauvegarde afin de contrôler ce nouveau flux. La croissance étant tirée par l'augmentation continue de la population active, l'immigration est perçue au Royaume-Uni comme un facteur bénéfique.

**Les fruits de la croissance injectés dans des politiques sociales**

La période de rigueur budgétaire sous Margaret Thatcher a eu pour conséquences le sous investissement du *Welfare State* et la diminution des dépenses sociales, ce qui a créé de fait certaines inégalités au sein de la société britannique. L'idée force de la politique sociale du *New Labour* est de créer un environnement pro business afin de générer de la richesse pour ensuite la redistribuer à travers l'augmentation des dépenses publiques notamment. Ainsi, les secteurs liés au *Welfare* ont vu leur budget annuel à la hausse depuis 2000 (+5,75% pour l'éducation, +7,25% pour la santé). Les méthodes de réduction des inégalités sociales sont efficaces : depuis 1997, les 10% des ménages les plus pauvres se sont enrichis plus vite que la moyenne de la population (+10,8%), alors que les 10% les plus riches se sont appauvris de 4,4%. Outre le relèvement des allocations familiales, la mise en place de crédits d'impôts remboursables ont permis aux familles pauvres d'obtenir des compléments de revenu significatifs (1 625 livres par an dans le cadre du *Child Tax Credit*). En 2005, plus de 6 millions de familles, soit 10,5 millions d'enfants, ont pu bénéficier de ces mesures d'aide sociale. Bien qu'ils figurent parmi les plus élevés des pays de l'Union européenne, les chiffres de la

**Échanges commerciaux avec la France**

Représentant près de 10% des échanges extérieurs de la France, le Royaume-Uni est un partenaire économique majeur. Depuis 1995, les exportations françaises à destination du Royaume-Uni ont augmenté de 54,1% passant de 20,2 à 31,1 milliards d'euros. Le Royaume-Uni est, par ailleurs notre principal excédent commercial devant l'Espagne. Au premier semestre 2005, la France fut le second fournisseur du Royaume-Uni, derrière l'Allemagne, et le 3<sup>ème</sup> client, derrière les États-Unis et l'Allemagne. La France est, en outre, le second investisseur au Royaume-Uni derrière les États-Unis et nous continuons à acquérir des parts de marché importantes dans ce pays.

Bien qu'il demeure fragile, l'accord de coopération militaire et technique portant sur le porte-avions franco-britannique reste prometteur.

Enfin, plus de 1 700 entreprises françaises, filiales et succursales, générant environ 330 000 emplois, sont implantées outre-Manche. Afin de maintenir et de conforter sa position, la France a donc tout intérêt à ce que la bonne santé économique du Royaume-Uni perdure.

pauvreté infantile britannique sont en baisse. Le Royaume-Uni compte aujourd'hui 3,5 millions d'enfants pauvres - soit près d'un million de moins qu'en 1999<sup>1</sup>. Afin de lutter contre la pauvreté structurelle et encourager l'épargne, Gordon Brown a récemment annoncé la constitution d'un *Child Trust Fund* : chaque enfant né au Royaume-Uni recevra prochainement 250 livres sur un compte d'épargne abondé par l'État. Enfin, il est intéressant de relever que le revenu minimum britannique - *minimum wage* - instauré en 1999, a atteint cette année un niveau équivalent au montant du Smic<sup>2</sup>.

### Le Royaume-Uni : principale destination pour les investisseurs

Une politique économique clairement pro business a fait du Royaume-Uni la seconde destination derrière les États-Unis et devant la France pour les investissements étrangers. Le pays attire ainsi 40% du total des investissements américains et asiatiques dans l'Union européenne. Les groupes étrangers investis-

sent massivement. Pas une semaine ne passe sans qu'il ne soit fait mention de rachats de groupes britanniques par des investisseurs étrangers dont les français Pernod-Ricard (rachat d'Allied Domecq) et plus récemment Saint-Gobain (rachat de BPB). Alors que certains commentateurs étrangers évoquent ces vagues d'OPA menaçant l'intérêt national britannique, les pouvoirs publics ne s'offusquent pas de ces acquisitions survenues ces derniers mois. Il n'est pas question d'invoquer un quelconque « patriotisme protectionniste ». Les règles de l'économie de marché et de la compétition sont acceptées par tous les acteurs politiques et sociaux de la vie publique britannique, y compris les syndicats qui ont tendance à soutenir les OPA dès lors qu'elles favorisent l'emploi. Effectivement, dès lors que ces fusions acquisitions créent de l'emploi et du capital, le concept de « propriété nationale » ne paraît pas prioritaire au Royaume-Uni. L'approche est pragmatique et essentiellement centrée sur la survie du groupe ou de l'entreprise : la valorisation prime donc sur la nationalité. La flexibilité de

l'emploi, la position de tête de pont entre l'Europe et les États-Unis et la présence à Londres du siège international des banques d'affaires sont autant d'avantages que le Royaume-Uni a su faire fructifier. De plus, la City étant la première place financière d'Europe, elle attire naturellement les investisseurs étrangers. Aujourd'hui, la plupart des intervenants dans la City sont étrangers. C'est « l'effet Wimbledon » : le plus grand tournoi de tennis au monde est anglais parce qu'il a lieu en Angleterre, même si peu de joueurs anglais y participent. ●

*Arnaud Vaissié, président section britannique des CCE, International SOS et Pascal Boris, président CCIF Grande-Bretagne, CCE, BNP Paribas*

- 1) La France compte 1 million d'enfants pauvres.
- 2) Le Smic horaire est de 8,03 euros (au 1<sup>er</sup> juillet 2005), le minimum wage horaire est de 7,45 euros (5,05 livres Sterling au 1<sup>er</sup> octobre 2005). 1,3 million de Britanniques touchent le salaire minimum contre 2,9 millions en France.